

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le **31 MARS 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **THONON AGREGATS SAS**

64, route d'Armoy  
Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés »  
74 200 Thonon-les-Bains

Références : OCP2022-20220321-RAP-InspCarThonAgregatsTLeB-vs

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2022 dans l'établissement THONON AGREGATS SAS implanté 64, route d'Armoy, Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés », 74 200 Thonon-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 04/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THONON AGREGATS SAS
- 64, route d'Armoy Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés », 74 200 Thonon-les-Bains
- Code AIOT dans GUN : 0006101950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La Société « Thonon Agrégats » a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires fluvio-glaciaires sur la commune de Thonon-Les-Bains par arrêté préfectoral (AP) du 15 janvier 2018, pour une durée de 15 ans.

Sur le site, sont autorisées les activités suivantes :

- une exploitation de carrière avec remblayage par des déchets inertes ;
- une installation de traitement de matériaux.

A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 2 240 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 170 000 tonnes/an en moyenne et 210 000 t/an au maximum et le remblayage total autorisé est de 1 640 000 t pour la remise en état.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- OCP2022 : Plan de Gestion des Déchets dans les carrières ;
- OCP2022 : Sécurité Risques Incendies dans les ICPE.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
AN 2022 – Traçabilité des terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet
Prélèvement eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.2.	/	Sans objet
Eaux souterraines : Modalités de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.6.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
AN 2022 – Plan de Gestion des Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
AN 2022 – Plan de Gestion des Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet
AN 2022 – Plan de Gestion des Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.	/	Sans objet
AN 2022 – Plan de Gestion des Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.	/	Sans objet
AR 2022 – Sécurité Risque Incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 7.1.1.	/	Sans objet
AR 2022 – Sécurité Risque Incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 7.1.2.	/	Sans objet
AR 2022 – Sécurité Risque Incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 7.1.4.	/	Sans objet
AR 2022 – Sécurité Risque Incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 7.1.6.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra justifier de :

- sous 3 mois, la mise en place d'un registre conformément à l'article 6 de l'AM du 31/05/2021 pour le suivi des terres issues des chantiers français et acceptés dans le cadre du remblaiement du site ;
- sous 1 mois, le suivi journalier de la consommation d'eau prélevée dans la nappe ainsi que la limitation du prélèvement à 8m<sup>3</sup>/h ;
- lors du prochain relevé piézométrique, le suivi mensuel piézométrique de l'ensemble des ouvrages conformément au plan en annexe IV de l'AP du 15/01/2018.

L'exploitant devra également :

1. renseigner la partie « eau » lors de sa déclaration GEREPE en sus de l'enquête annuelle carrière ;
2. transmettre à l'inspection des installations classées sous format informatique les 2 rapports des résultats des analyses de la surveillance des eaux souterraines réalisée en 2021 ;
3. disposer des FDS des produits du camion citerne sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** AN 2022 – Plan de Gestion des Déchets en carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets concernés par le PGD
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :- aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ; - aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage :-

lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté. L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après. Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines. Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### **Constats :**

La société Thonon Agrégats exploite une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur la commune de Thonon-Les-Bains.

L'exploitant nous a déclaré que la terre végétale issue du décapage des parcelles était stockée et utilisée dans le cadre du réaménagement du site qui est coordonné à l'avancement de l'extraction afin de limiter la surface en exploitation, la terre végétale décapée sur les zones à extraire servant au réaménagement des secteurs extraits précédemment.

L'extraction ne génère aucun stérile, veine d'argile ou déchet d'extraction.

Les poudingues sont concassés et utilisés dans le traitement des recyclés pour sortir de la grave.

L'installation de traitement des matériaux utilise de l'eau en circuit fermé. Les fines humides issues du traitement sont décantées avant d'être envoyées dans la presse à boue.

L'exploitant ne réalise aucun stock de ces boues sur le site. Il les utilise pour le remblaiement du site dans le cadre du réaménagement du site.

L'exploitant accepte également des recyclés qu'il traite sur le site. Ils sont recyclés en grave et utilisés par le secteur TP chablaisien.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AN 2022 – Plan de Gestion des Déchets en carrière

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Analyse PGD

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; en tant



que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

**Constats :**

Au vu des constats précédents, l'exploitant justifie de la non nécessité de réaliser un plan de gestion des déchets.

Cette justification doit être tracée et transmise à monsieur le préfet de la Haute-Savoie sous 1 mois.

L'inspection précise que le plan de gestion de déchets doit être révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Aussi, l'exploitant devra mettre à jour la justification qu'il n'est pas nécessaire de réaliser un plan de gestion des déchets tous les 5 ans à la date de 2022.

A chaque révision, cette justification devra être transmise au préfet à l'adresse suivante : Pôle Administratif des Installations Classées (P.A.I.C.), 3 rue Paul Guiton, 74000 Annecy.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AN 2022 – Plan de Gestion des Déchets en carrière

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes

**Prescription contrôlée :**

Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ; - les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0, 1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ; - les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ; - la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ; - les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

**Constats :**

L'extraction ne génère aucun déchet d'extraction et il s'agit d'une extraction de roches meubles

sédimentaires carbonatées alluvions-calcaires.  
 Dans ce cadre, si l'extraction des matériaux génère éventuellement des déchets, il n'est pas nécessaire de démontrer que ces déchets satisfont aux cinq critères définis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié pour justifier de leur caractère inerte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AN 2022 – Plan de Gestion des Déchets en carrière

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes

**Prescription contrôlée :**

Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

**Constats :**

Il s'agit d'une extraction de meubles sédimentaires carbonatées alluvions-calcaires. Dans ce cadre, si l'extraction des matériaux génère éventuellement des déchets, il n'est pas nécessaire de démontrer que ces déchets satisfont aux cinq critères définis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié pour justifier de leur caractère inerte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AN 2022 – Traçabilité des terres excavées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Traçabilité des terres

**Prescription contrôlée :**

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :- la date de réception ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de

récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; d) Concernant l'opération de traitement :- le code de traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Dans le cadre du réaménagement du site, l'exploitant tient à jour un suivi des déchets inertes qui entrent sur son site ainsi que la localisation du déchargement des déchets sur son site. Seules les terres de terrassement sont acceptées dans le cadre de la remise en état du site.

Environ 70 % de ces déchets proviennent de Suisse.

L'acceptation de ces déchets au sein de la carrière est soumise à une notification de transfert transfrontalier de déchets. L'ensemble des informations demandées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 sont tracées dans le cadre des notifications.

Cependant, la formalisation d'un registre chronologique tel que demandé à l'article 6 de l'arrêté ministériel précité n'est pas réalisé.

En ce qui concerne les déchets inertes provenant des chantiers français (c'est-à-dire sans procédure de notification), ces derniers sont localisés principalement sur le secteur du chablais.

Pour cette typologie de déchets, l'exploitant ne tient pas un registre avec l'ensemble des informations demandées à l'article 6 de l'arrêté ministériel précité. En effet, il s'agit de chantiers ponctuels de faible volume.

**Sous 3 mois**, l'exploitant justifiera qu'il a mis en place un registre chronologique avec l'ensemble des points demandés à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement pour l'ensemble les déchets inertes extérieurs qui sont utilisés dans le cadre de son réaménagement.

**L'inspection rappelle que ce registre est à mettre en place pour l'ensemble des acteurs du secteur (TP, transporteurs, aménageurs, etc.) dès lors que les quantités de terre sont supérieures à 500m3.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **Nom du point de contrôle :** Prélèvement eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Eau – Prélèvement

#### **Prescription contrôlée :**

Pour le fonctionnement des installations de traitement de matériaux et l'arrosage des pistes, l'exploitant est autorisé à prélever dans la nappe au droit du site pour un débit moyen de 6 m<sup>3</sup>/heure, et un débit maximal de 8m3/heure. Ce pompage est implanté dans un local dont l'accès est contrôlé en bordure Sud du carreau actuel conformément au plan en annexe IV du présent arrêté. Il est équipé d'un compteur permettant de surveiller le volume prélevé dans la nappe. L'exploitant réalise un relevé journalier pour s'assurer du respect des débits autorisés. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Ce pompage est réalisé avec rupture de charge (pompage avec déversement dans un bassin) ou tout moyen équivalent permettant de s'assurer que le retour d'eau souillée est physiquement impossible.



**Constats :**

L'exploitant est autorisé à prélever de 6 à 8 m<sup>3</sup>/h dans la nappe, un relevé de la consommation journalier doit être effectué.

L'exploitant réalise mensuellement le relevé de la consommation d'eau dans la nappe.

L'inspection a demandé le relevé de la consommation d'eau pour l'année 2021. La consommation totale est de 17 242,47 m<sup>3</sup>. En considérant 220 jours travaillés pour un horaire journalier de 8h00, la consommation moyenne sur l'année est de 9,8 m<sup>3</sup>/h.

Le mois d'avril 2021 a enregistré la plus forte consommation d'eau de l'année avec un volume de 1 944 m<sup>3</sup>. En considérant 21 jours travaillés pour un horaire journalier de 8h00, la consommation moyenne sur ce mois est de 11,6 m<sup>3</sup>/h.

L'inspection constate que :

- la limite maximale de 8m<sup>3</sup>/h par jour n'est pas respectée ;
- le relevé mensuel n'a pas permis pas à l'exploitant de constater ces dépassements.

**Sous 1 mois**, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la justification de la mise en place d'une périodicité journalière du prélèvement d'eau dans la nappe conformément à l'article 4.1.2. de l'arrêté préfectoral du 15/01/2018. Sur ce point, l'exploitant justifiera d'une organisation permettant le respect d'un débit moyen de prélèvement de 8m<sup>3</sup>/h au maximum.

De plus, dans le cadre de la déclaration GERE 2021 à réaliser avant le 31 mars 2022, l'exploitant en sus de la partie « enquête annuelle carrière » devra renseigner la partie « Eau » de sa déclaration.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Eaux souterraines : Modalités de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Tout au long de l'exploitation, le niveau piézométrique sera relevé une fois par mois par l'entreprise sur l'ensemble des ouvrages conformément au plan en annexe IV du présent arrêté. Une analyse semestrielle (basses et hautes eaux) de la nappe sera réalisée sur les forages Pz Sud, Pz Nord, Pompage, P Champ de tir et D2 par un laboratoire agréé. Cette analyse portera sur les éléments : • conductivité électrique ; • pH • COT (carbone organique total) ; • MES ; • DCO ; • DBO ; • la molécule du floculant ; • Hydrocarbures (C1 à C10) ; • HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) ; • PCB (polychlorobiphényles 7 congénères) ; • BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) ; • Chlorure ; • formes de l'azote (NO<sub>3</sub>, NO<sub>2</sub>, NH<sub>4</sub>, NTK) ; • Sulfate ; • Nitrates ; • Fer. Les modalités de surveillance du niveau des eaux souterraines font l'objet d'une consigne écrite par l'exploitant. En ce qui concerne la mesure semestrielle de la qualité des eaux, le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations de la norme en vigueur. L'organisme procède également, à une mesure du niveau piézométrique lors de son intervention, qui vient se rajouter aux mesures mensuelles à la charge de l'exploitant, si elle n'a pas lieu le jour prévu pour celles-ci. L'exploitant s'assure que l'organisme choisi respecte bien ces dispositions. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement, selon les normes en vigueur. Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, a minima, les mesures suivantes sont mises en œuvre : • mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée ; • communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

**Constats :**

L'exploitant réalise mensuellement le relevé du niveau piézométrique sur les 5 ouvrages suivants :



Pz Sud, Pz Nord, Pompage, Champ de tir et D2.

L'ensemble des résultats est consigné sous format informatique.

L'inspection constate que le relevé mensuel piézométrique doit être réalisé sur la totalité des ouvrages conformément au plan de l'annexe IV de l'arrêté précité (10 ouvrages).

Lors du prochain relevé piézométrique, l'exploitant réalisera les mesures sur l'ensemble des 10 ouvrages conformément à l'article 4.1.6.2 et au plan en annexe IV de l'arrêté préfectoral du 15/01/2018.

L'exploitant réalise une surveillance semestrielle (basses et hautes eaux) sur les 5 ouvrages Pz Sud, Pz Nord, Pompage, Champ de tir et D2 par Savoie Labo (laboratoire agréé Cofrac) conformément aux prescriptions de l'article 4.1.6.2 de l'arrêté préfectoral précité.

En 2021, les prélèvements ont été réalisés le 16 juin et le 23 novembre. L'exploitant nous a montré en séance les rapports des résultats des analyses. Aucune non-conformité n'a été signalée à la suite des résultats.

**Sous 1 mois**, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées sous format informatique ces 2 rapports.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### Nom du point de contrôle : AR 2022 – Sécurité Risque Incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 71.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Connaissance et étiquetage des produits dangereux

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant conserve les documents lui permettant de connaître la nature, les dangers et les risques que présentent les produits dangereux ou contenant des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, présents dans l'installation, en particulier : • les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 4624-4 du code du travail ; • les fiches d'information relatives aux substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement le cas échéant. Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

**Constats :**

Le ravitaillement des engins et de la station de traitement est réalisé par un camion citerne qui stationne sur une dalle étanche. Cette dernière est associée à un déshuileur.

La floculation des eaux de l'installation de traitement est réalisé par l'ajout de floculant. L'exploitant nous a montré en séance, la fiche technique et la FDS de ce produit. Cette dernière précise que ce produit « Ne contient pas de substances dangereuses à signaler ».

L'exploitant nous a déclaré qu'il ne stocke aucun autre produit dangereux sur le site dans des cuves ou bidons en dehors des huiles de vidanges des engins, stockées dans un GRV en plastique rigide renforcé par une cage grillagée. Ce dernier est situé sur la dalle étanche.

il serait souhaitable que l'exploitant dispose des FDS des produits du camion citerne sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### Nom du point de contrôle : AR 2022 – Sécurité Risque Incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 71.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

**Prescription contrôlée :**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans

l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :** S.O.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AR 2022 – Sécurité Risque Incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 71.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie et explosion

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

**Constats :**

Chaque engin (tombereau, pelle, chargeuse, camion) dispose d'un extincteur.

Au niveau de l'installation de traitement, des extincteurs sont également présents (presse à boues et transformateur).

Ils sont vérifiés annuellement par la société LPI à Marrin. La dernière vérification date d'avril 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** AR 2022 – Sécurité Risque Incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 71.6.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Intervention des services de secours

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

**Constats :**

Il s'agit d'une carrière alluvionnaire.

L'accès de la carrière est dimensionné pour la circulation des engins de chantiers (type tombereaux, pelles, chargeuses, etc.) ainsi que pour des camions de 6 x 4 ou 8 x 4 (de 12 à 16 tonnes).

L'accès est dimensionné pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet